

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Enquêtes trimestrielles de Conjoncture.....	3
Compte Nationaux des secteurs institutionnels de l'année 2018.....	4



Repères statistiques

BULLETIN MENSUEL

PRIX

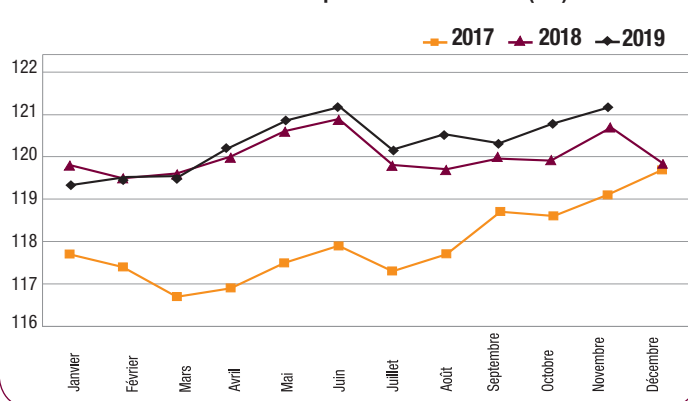
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de novembre 2019, une hausse de 0,4% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 1,0% de l'indice des produits alimentaires et de la stagnation de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 0,4% au cours du mois de novembre 2019. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des onze premiers mois de 2019, par rapport à celui de la même période de 2018, s'établit à +0,2%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISIONS DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES ONZE PREMIERS MOIS		
	Oct. 2019	Nov. 2019	VAR. %	2018	2019	VAR. %
Produits alimentaires	127,3	128,6	1,0	128,5	127,6	-0,7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	126,1	127,4	1,0	128,1	126,3	-1,4
Boissons alcoolisées et tabac	159,4	159,4	0,0	138,5	159,4	15,1
Produits non alimentaires	115,4	115,4	0,0	113,8	114,7	0,8
Articles d'habillements et chaussures	118,9	119,1	0,2	116,7	117,9	1,0
Logements, eau, électricité, et autres combustibles	117,7	117,7	0,0	116,2	117,3	0,9
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	112,2	112,3	0,1	110,8	112,3	1,4
Santé	107,2	107,4	0,2	105,7	106,8	1,0
Transport	113,3	112,8	-0,4	112,3	112,1	-0,2
Communication	59,7	59,7	0,0	59,4	59,6	0,3
Loisirs et culture	101,5	101,5	0,0	99,5	101,0	1,5
Enseignement	157,0	157,6	0,4	149,8	154,5	3,1
Restaurants et hôtels	134,4	134,7	0,2	132,0	133,6	1,2
Biens et services divers	123,8	123,8	0,0	122,7	123,4	0,6
Indice général	120,7	121,2	0,4	120,1	120,4	0,2

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Evolution de l'IPC par ville

VILLES	INDICES MENSUELS			INDICES DES ONZE PREMIERS MOIS		
	Oct. 2019	Nov. 2019	VAR. %	2018	2019	VAR. %
Agadir	118,1	118,3	0,2	118,0	118,0	0,0
Casablanca	123,6	124,3	0,6	122,8	123,5	0,6
Fès	123,2	123,5	0,2	120,9	122,2	1,1
Kénitra	118,3	119,2	0,8	118,5	118,7	0,2
Marrakech	120,6	120,8	0,2	119,8	119,7	-0,1
Oujda	118,2	118,5	0,3	118,5	118,0	-0,4
Rabat	117,5	117,9	0,3	117,1	117,4	0,3
Tétouan	120,9	121,1	0,2	120,2	120,3	0,1
Meknès	122,7	123,6	0,7	121,6	122,2	0,5
Tanger	122,4	123,3	0,7	121,8	121,9	0,1
Laâyoune	123,7	123,6	-0,1	122,1	122,6	0,4
Dakhla	123,0	123,0	0,0	122,0	122,3	0,2
Guelmim	120,9	122,4	1,2	119,5	120,0	0,4
Settat	120,0	120,0	0,0	117,8	118,8	0,8
Safi	116,7	117,7	0,9	115,9	116,2	0,3
Beni-Mellal	119,4	119,7	0,3	118,2	118,6	0,3
Al-Hoceima	121,1	122,5	1,2	120,4	120,8	0,3
Ensemble	120,7	121,2	0,4	120,1	120,4	0,2

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Au cours du mois de novembre de l'année 2019, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes de l'IPC ont été enregistrées à Guelmim et Al-hoceima avec 1,2%, à Safi avec 0,9%, à Kénitra avec 0,8%, à Meknès et Tanger avec 0,7%, à Casablanca avec 0,6%, à Oujda, Rabat et Béni-Mellal avec 0,3% et à Agadir, Fès, Marrakech et Tétouan avec 0,2%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des onze premiers mois de 2019 par rapport à la même période de 2018 les hausses les plus importantes à Fès avec 1,1%, à Settat avec 0,8%, à Casablanca avec 0,6% et à Meknès avec 0,5% ; et les moins importantes à Laâyoune et Guelmim avec 0,4%, à Rabat, Safi, Beni-Mellal et Al-Hoceima avec 0,3%, à Kénitra et Dakhla avec 0,2% et à Tétouan et Tanger avec 0,1%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Oujda avec 0,4% et à Marrakech avec 0,1%.

Evolution des variations interannuelles de 2017 à 2019

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	NOVEMBRE/NOVEMBRE (1)	LES ONZE PREMIERS MOIS (2)
2017	1,3	1,7
2018	1,3	2,0
2019	0,4	0,2

Source : Haut-Commissariat au Plan.

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.
(2) Variation de l'indice moyen des onze premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Situation de janvier à novembre		
	2018	2019	VAR.%
Pêche			
Produits commercialisés de la pêche côtière et artisanale			
Poids (en Tonne)	1 178 617	1 247 845	6
Valeur (en milliers de Dh)	6 838 584	6 778 162	-1

Source : Office National des Pêches.

	Situation de janvier à novembre		
	2018	2019	VAR.%
Energie			
Energie nette appelée d'électricité (GWh)	34 377,90	35 757,07	4,0
Mines ⁽¹⁾			
Production des phosphates (milliers de tonnes)	28 384	29 393	3,6
Bâtiment et Travaux publics			
Consommation du ciment (milliers de tonnes)	12 074,1	12 438,8	3,02

(1) : les données du mois d'octobre.

Sources : ONEE, OCP et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à novembre		
	2018	2019	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	370 087	386 967	4,6
Biens	210 104	216 480	3,0
Services	159 983	170 487	6,6
Importations	472 675	480 117	1,6
Biens	382 935	393 200	2,7
Services	89 740	86 917	-3,1
Solde commercial	-102 588	-93 150	9,2
Taux de couverture (en %)	78,3	80,6	
Recettes M.R.E.	59 887	59 687	-0,3

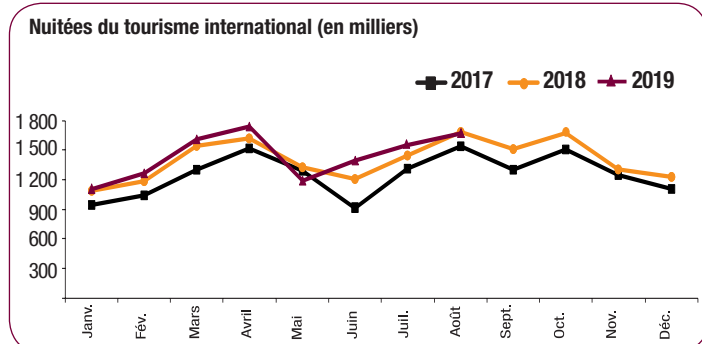
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à novembre		
	2018	2019	VAR.%
Nuitées globales dans les établissements classés (en milliers)	22 313	23 460	5,1
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	15 641	16 145	3,2

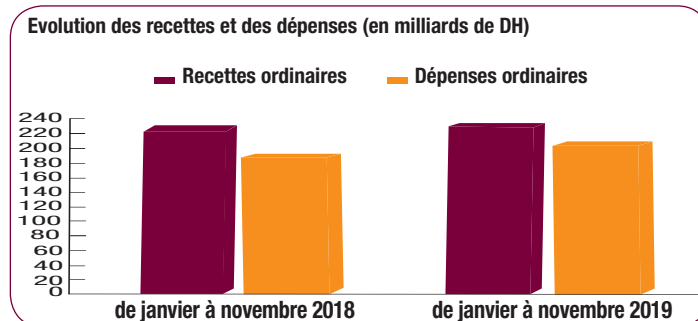
Source : Ministère du Tourisme, du Transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à novembre		
	2018 ^R	2019*	VAR.%
Recettes ordinaires	224 931	239 134	6,3
Dépenses ordinaires	192 579	201 945	4,9
Dette publique	26 173	28 250	7,9
Investissement	53 526	56 367	5,3
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-19 942	-20 400	
Déficit / Excédent global	-41 117	-39 579	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

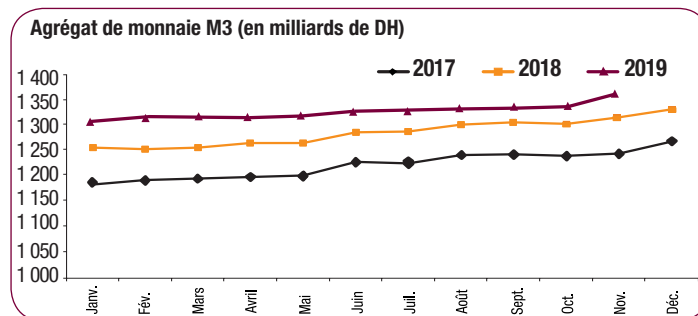


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à novembre		
	2018 ^R	2019*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 301 462	1 344 352	3,3
Agrégats de placements liquides	688 503	725 974	5,4
Contreparties de la monnaie⁽¹⁾	1 301 463	1 344 352	3,3
Créances sur l'économie	1 002 919	1 058 173	5,5
Créances nettes sur l'administration centrale	202 455	205 882	1,7
Réserves Internationales Nettes	223 280	239 570	7,3
Ressources à caractère non monétaire	211 564	236 064	11,6
Autres contreparties de M3	84 373	76 792	-9,0

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes des ID sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois novembre		
	2018 ^R	2019*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	1 463,66	5 240,61	258,05
Capitalisation boursière (en millions de DH)	572 543	608 914	6,35
Indice MASI	11 229,28	11 822,32	5,28
Indice MADEX	9 129,66	9 640,13	5,59
O.P.C.V.M.	01 Nov. 2019	29 Nov. 2019	VAR.%
Nombre	470	470	0,0
Actif nets (en millions de DH)	449 652	459 300	2,1

OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

ENQUÊTES TRIMESTRIELLES DE CONJONCTURE :

- Secteur des services marchands non financiers
- Secteur du commerce de gros

Nous présentons les principales appréciations des chefs d'entreprises telles qu'elles ressortent des enquêtes de conjoncture réalisées par le HCP au titre du 4^{ème} trimestre 2019 auprès des entreprises opérant dans les secteurs des services marchands non financiers et du commerce de gros. Ces appréciations portent sur l'évolution de l'activité au cours du 3^{ème} trimestre 2019 et les anticipations pour le 4^{ème} trimestre 2019.

1. Appréciations des chefs d'entreprises pour le 3^{ème} trimestre 2019

1.1. Secteur des Services marchands non financiers

Au 3^{ème} trimestre 2019, le taux d'utilisation des capacités de prestation des services marchands non financiers (TUC) se serait établi à 78%. L'activité du secteur aurait connu une hausse selon 66% des patrons et une baisse selon 12%.

Cette évolution aurait été le résultat, d'une part, de la hausse d'activité enregistrée au niveau des branches des «Télécommunications», et du «Transports aériens» et, d'autre part, de la baisse d'activité enregistrée au niveau des branches des «Activités de poste et de courrier».

L'évolution de l'activité globale des services marchands non financiers aurait été accompagnée d'une hausse des prestations à l'étranger.

Les carnets de commande du secteur sont jugés d'un niveau normal par 77% des patrons et supérieur à la normale par 13%. L'emploi aurait connu une stagnation selon 69% des chefs d'entreprises.

1.2. Secteur du Commerce de gros

Au 2^{ème} trimestre 2019, les ventes du secteur du Commerce de gros sur le marché local auraient connu une baisse selon 38% des grossistes et une hausse selon 13% d'entre eux.

Cette évolution serait principalement attribuable, d'une part, à la baisse des ventes enregistrée dans «Autres commerces de gros spécialisés» et le «Commerce de gros d'autres équipements industriels» et, d'autre part, à la hausse des ventes enregistrée dans le «Commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication».

Selon 75% des chefs d'entreprises, l'emploi aurait connu une stabilité.

Les stocks de marchandises se seraient situés à un niveau normal selon 73% des grossistes et inférieur à la normale selon 16%.

La tendance observée des prix de vente aurait affiché une baisse, selon 37% des chefs d'entreprises et une augmentation selon 7% d'entre eux.

2. Anticipations des chefs d'entreprises pour le 4^{ème} trimestre 2019

2.1. Secteur des Services marchands non financiers

Les anticipations des chefs d'entreprises du secteur des services marchands non financiers, pour le 4^{ème} trimestre 2019, révèlent une hausse de l'activité globale, selon 35% d'entre eux, et une baisse selon 13%.

Ces anticipations seraient dues, d'une part, à l'amélioration prévue dans les activités du «Transports aériens» et de l'«Entreposage et services auxiliaires des transports» et, d'autre part, à la baisse prévue dans les branches des «Activités de location et location-bail» et de la «Restauration».

61% des chefs d'entreprises anticipent une stabilité de la demande et 80% une stagnation des effectifs employés.

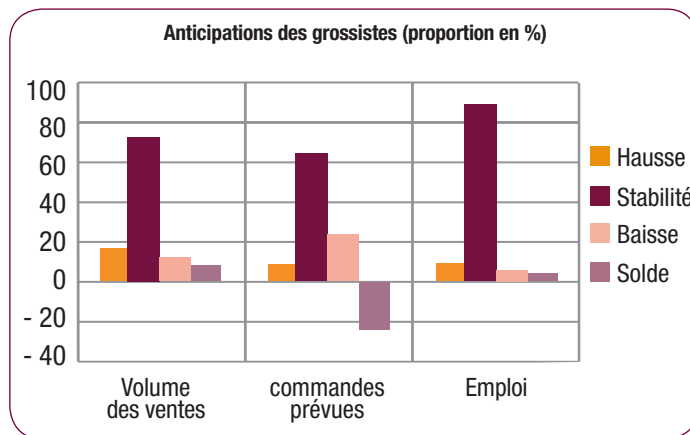
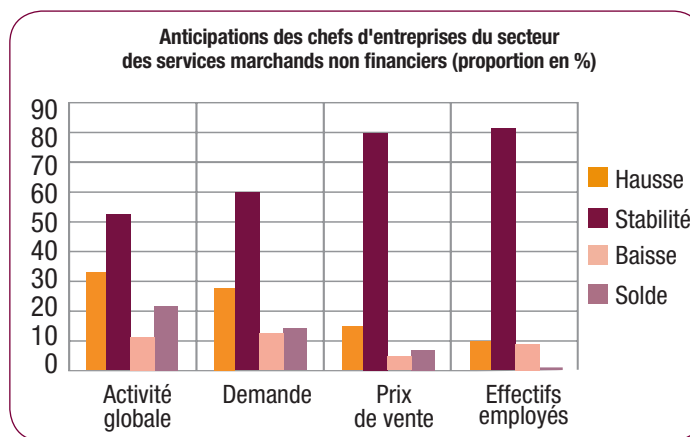
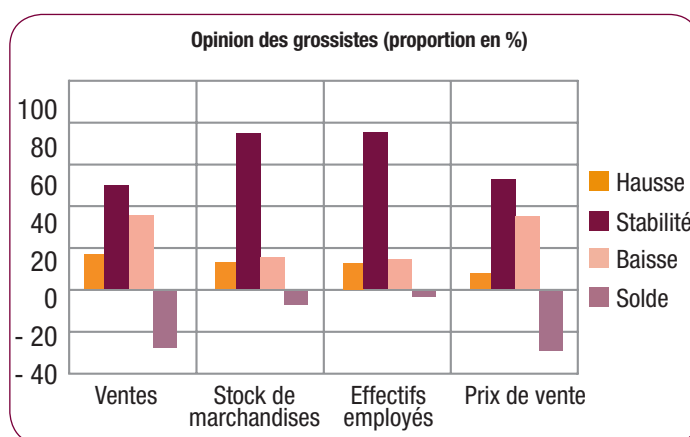
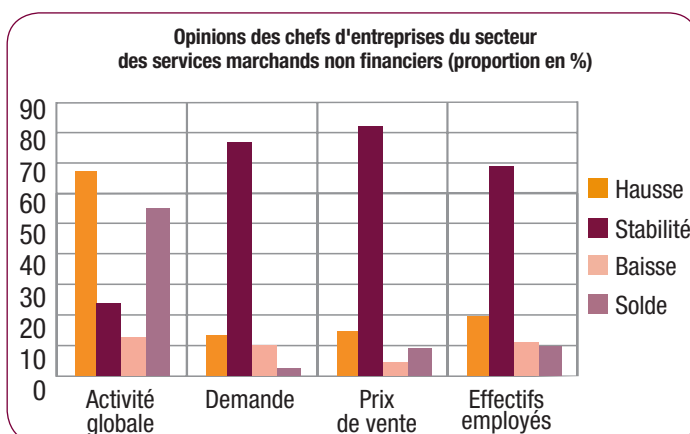
2.2. Secteur du Commerce de gros

Les anticipations de 73% des grossistes affichent une stabilité du volume global des ventes pour le quatrième trimestre de 2019 et une augmentation selon 17%.

Cette évolution serait principalement attribuable, d'une part, à la hausse des ventes dans les «Autres commerces de gros spécialisés» et le «Commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication» et, d'autre part, à la baisse des ventes dans le «Commerce de gros d'autres équipements industriels» et le «Commerce de gros de biens domestiques».

L'emploi connaîtrait une stabilité des effectifs selon 87% des grossistes.

Les commandes prévues pour le quatrième trimestre 2019 seraient d'un niveau normal selon 65% des chefs d'entreprises et inférieur à la normale selon 29%.



COMPTES NATIONAUX DES SECTEURS INSTITUTIONNELS DE L'ANNEE 2018

L'arrêté des comptes nationaux des secteurs institutionnels de l'année 2018, qui représente la séquence complète des comptes non financiers et financiers en base 2007, montre que :

- Le produit intérieur brut (PIB), aux prix courants, a affiché une valeur de 1 106,8 milliards de DH en 2018, en augmentation de 4,1% par rapport à 2017 ;
- les sociétés financières et non financières ont créé 43,6% de la richesse nationale et ont disposé de 14,9% du revenu national brut disponible. Elles ont contribué pour 55,3% à l'épargne nationale et pour 56,8% à l'investissement (formation brute du capital fixe) ;
- les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ont produit 29,5% de la richesse nationale et ont disposé de 62,5% du revenu national brut disponible. Ils ont participé à la création de 27,7% de l'épargne nationale et de 25,2% de l'investissement ;
- Le pouvoir d'achat s'est légèrement amélioré à 0,4% dans un contexte de maîtrise de l'inflation.

Contribution des secteurs institutionnels au PIB et au RNBD

L'économie nationale a enregistré un produit intérieur brut (PIB) en valeur de 1 106,8 milliards de DH en 2018, en augmentation de 4,1% par rapport à 2017.

Le secteur des sociétés (financières et non financières), premier producteur de la richesse nationale, a affiché une légère amélioration de sa contribution au PIB, de 43,5% en 2017 à 43,6% en 2018. La contribution des ménages et ISBLSM s'est située à 29,5% du PIB au lieu de 29,7 une année auparavant. En revanche, celle des administrations publiques, s'est établie à 15,1% du PIB, en léger recul de 0,3 point par rapport à 2017.

Les impôts nets de subventions sur la production et les importations, se sont accrues de 0,3 point par rapport à 2017.

Contribution des secteurs institutionnels au PIB en (%)

Secteurs	2016	2017	2018
Sociétés non financières	38,5	38,9	39,1
Sociétés financières	4,6	4,6	4,5
Administrations Publiques	15,9	15,4	15,1
Ménages	29,1	29,5	29,3
ISBLSM	0,2	0,2	0,2
Impôts nets de subventions sur la production et les importations	11,7	11,5	11,8
Produit intérieur brut	100	100	100

Le Revenu National Brut Disponible (RNBD), de son côté, a connu une hausse de 2,7% en 2018 pour se situer à 1157,7 milliards de DH. Cette évolution est due à l'augmentation de 2,6% du revenu brut disponible des sociétés (financières et non financières), de 3,2% pour les ménages et ISBLSM et de 1,4% pour les administrations publiques.

Ainsi, les contributions des secteurs institutionnels au RNBD se sont situées à :

- 62,5% pour les ménages et les ISBLSM ;
- 22,6% pour les administrations publiques ;
- et 14,9% pour les sociétés (avec 2,2% pour les sociétés financières).

Revenu brut disponible des ménages et pouvoir d'achat

Le revenu disponible brut (RDB) des ménages s'est accru de 3,2% pour atteindre 714,2 milliards de DH en 2018. La contribution de la rémunération des salariés à ce revenu a été de 47,5%. Le revenu mixte, y compris l'excédent brut du service de logement, a contribué au RDB des ménages de 42,5%, les revenus de la propriété nets, les prestations sociales et autres transferts nets de 25,8%. Toutefois, les impôts sur le revenu et le patrimoine et les cotisations sociales ont contribué négativement de 15,8%.

Le taux d'épargne des ménages a régressé de 1 point, pour se situer à 11,4% en 2018, suite à une progression plus importante des dépenses de consommation finale (+4,3%) par rapport à celle du revenu disponible brut (+3,2%).

Par habitant, le revenu disponible des ménages a atteint 20 279 DH en 2018 au lieu de 19 852 DH en 2017 enregistrant ainsi une hausse de 2,2%. Suite, à une augmentation de 1,8% des prix à la consommation en 2018, le pouvoir d'achat des ménages s'est situé à 0,4 point.

Quelques éléments du compte des ménages

Opérations	2016	2017	2018
Revenu brut disponible (en millions de DH)	665 637	694 889	714 226
Revenu mixte (en %)	41,3	42,2	42,5
Rémunération des salariés (en %)	48,2	47,4	47,5
Revenus de la propriété nets (en %)	3,6	3,6	3,5
Impôts sur le revenu (en %)	- 4,1	- 4,0	- 4,0
Cotisations sociales (en %)	- 12,0	- 11,9	- 11,8
Prestations sociales (en %)	11,9	11,4	11,4
Autres transferts nets (en %)	11,0	11,2	10,9
Dépense de consommation finale (en millions de DH)	586 461	609 882	636 065
Epargne brute (en millions de DH)	82 474	85 264	81 206
Taux d'épargne	12,4	12,3	11,4
Revenu brut disponible par tête (en DH)	19 301	19 852	20 279
Revenu brut disponible par tête (évolution)	1,1	2,8	2,2
Indice des prix à la consommation (évolution)	1,6	0,8	1,8
Pouvoir d'achat des ménages (évolution)	- 0,5	2,1	0,4

Formation brute du capital fixe et son financement

L'épargne nationale, avec 305,4 milliards de DH en 2018, s'est détériorée de 1,3% par rapport à l'année 2017. Les sociétés financières et non financières ayant contribué pour 55,3%, les ménages et ISBLSM pour 27,7% et les administrations publiques pour 17%.

La formation brute du capital fixe (FBCF), de son côté, s'est située à 315 milliards de DH en 2018, en amélioration de 3,4% par rapport à 2017. Les sociétés (financières et non financières), le premier contributeur avec 56,8% de la FBCF nationale en 2018. De leur côté la contribution des ménages et ISBLSM a été de 25,2% au lieu de 25,4%, celle des administrations publiques s'est située de 18% au lieu 18,3%.

Formation brute de capital fixe par secteur institutionnel (en %)

Secteurs	2016	2017	2018
Sociétés non financières	56,2	54,9	55,8
Sociétés financières	1,7	1,4	1,0
Administrations Publiques	16,9	18,3	18,0
Ménages	24,9	25,1	24,8
Institutions sans but lucratif au service des ménages	0,3	0,3	0,4
Total	100	100	100

Globalement, le besoin de financement de la nation a été de 65,6 milliards de DH en 2018 et a représenté 5,9% du PIB au lieu de 3,5% du PIB une année auparavant. Cette hausse a été le produit du creusement des besoins de financement des sociétés non financières de 19,3 milliards de DH, ceux des Administrations Publiques de 5,5 milliards de DH et de la détérioration de la capacité de financement des ménages et ISBLSM de 4,6 milliards de DH. En revanche, les sociétés financières ont connu une amélioration de leur capacité de financement passant de 13,6 milliards en 2017 à 15,1 milliards de DH en 2018.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN



Ilot 31-3, Secteur 16, Hay Riad - Rabat - Maroc - BP : 178 - 10 001

Tél. : (+212) 5 37 57 69 04 - Fax : (+212) 5 37 57 69 02

Site Web : www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK OF AFRICA

البنك المغربي للتجارة الخارجية للفرقيا

